

Résumés

Wolfgang Rudzio

L'absence de socialisation dans le Rhin et la Ruhr. La politique de socialisation du gouvernement travailliste et du SPD de 1945 à 1948

L'absence de socialisations dans l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre est considérée comme l'une des principales décisions préliminaires qui ont marqué la structure sociale de la République fédérale d'Allemagne. C'est sur cette base que cet essai étudie le rôle joué par la puissance occupante britannique (gouvernement travailliste) et par le SPD pendant les discussions relatives à une socialisation des industries de base sur le Rhin et la Ruhr. A l'inverse de la littérature parue jusqu'à présent à ce sujet, et la complétant donc, il met en évidence le fait que la force d'occupation britannique recherchait les socialisations seulement comme une tendance concurrente dans le cadre d'une politique à plusieurs voies et que son veto final contre la loi de socialisation votée en 1948 en Rhénanie du Nord-Westphalie n'est vraisemblablement pas entièrement dû à la pression économique américaine. Du côté allemand, on manquait de conceptions achevées pour une économie socialisée, mais surtout les idées allemandes dans la question de la socialisation divergeaient profondément – malgré la légende qui affirme qu'il régnait pendant la phase de l'après-guerre un climat général en faveur de la socialisation. C'est pourquoi la politique sociale-démocrate de socialisation devait lutter contre des obstacles extrêmement sérieux purement allemands qui s'ajoutaient à une coopération surchargée de conflits et relativement faible avec le «Labour». Bien qu'elle ait échoué, il est impossible de déceler une alternative réaliste, qui aurait pu déboucher sur des socialisations, à la stratégie sociale-démocrate de la voie parlementaire s'appuyant sur l'approbation britannique.

Rolf Steininger

L'Angleterre et le mouvement syndical allemand en 1945/46

En 1945, les vainqueurs et les vaincus étaient tous deux persuadés que les syndicats auraient à jouer un rôle important, sinon décisif, dans la reconstruction d'une nouvelle Allemagne démocratique. C'est pourquoi il était essentiel de savoir sur quelles bases ces nouveaux syndicats devraient se former en Allemagne, quel «modèle» parmi ceux des quatre zones d'occupation établirait un précédent pour le reste de l'Allemagne: il était hors de doute que le modèle développé dans la zone britannique, qui comprenait l'essentiel de la population allemande (la Ruhr p. ex.), orienterait profondément le mouvement

syndical dans l'ensemble de l'Allemagne. Grâce à l'ouverture des documents du gouvernement britannique et du T.U.C., il est possible de faire une première estimation du rôle joué par les autorités britanniques, et notamment par le T.U.C., dans la formation d'une politique pendant la période cruciale des années 1945/46, qui conduisit à la résurrection du mouvement syndical en Allemagne. Cet essai s'efforce d'illustrer quatre aspects de cette politique: 1. Les plans britanniques jusqu'à la Conférence de Berlin. Il montre que la programmation d'après-guerre concernant les syndicats allemands débuta en 1944; elle déboucha sur un document «German Labour» relatif à la politique qui devrait être adoptée en Allemagne après sa capitulation et qui stipulait que la formation de mouvements syndicaux libres devaient être encouragée, sous réserve de la nécessité de maintenir la sécurité militaire et une administration sans problèmes. Il était prévu de préparer une directive pour les commandants en chef alliés et qu'elle devrait être distribuée pour être prise en compte par le E.A.C. Ces efforts furent contrecarrés (a) par la décision américaine de juin 1945 qui stipula qu'aucun syndicat ne serait admis dans la zone américaine pendant une période de trois mois à compter du 1er juillet et par la demande adressée par les Américains aux Britanniques et aux Français de s'aligner sur cette politique, (b) par la politique adoptée par les Russes dans leur zone, c'est-à-dire la mise en place de FDGB à dominance communiste. Bien que la méfiance grandisse du côté des Britanniques, ils n'étaient pas préparés à soulever ce sujet à Potsdam. 2. La stagnation au sein du Conseil de Contrôle allié en ce qui concerne la tentative d'adopter une loi syndicale qui devait permettre la formation de syndicats libres «conformes aux idées occidentales» dans l'ensemble de l'Allemagne. 3. La situation syndicale dans la zone britannique où les syndicats étaient considérés comme une «force sinistre» par le gouvernement militaire qui n'accepterait pas une «union générale» ouverte à tous les travailleurs dans un secteur donné; ce qui était clairement, dans la plupart des cas, l'objectif des promoteurs allemands (p. ex.: H. Böckler / A. Karl); le gouvernement militaire préconisait un petit nombre de syndicats, ayant un nombre de membres limité, sur la base d'un métier ou d'une industrie. S'esquivant derrière l'écran nébuleux d'une conception qui voulait une «construction partant de la base», le gouvernement militaire poursuivit une politique de dissuasion en ce qui concerne la formation de syndicats, qui se termina en automne 1945 par une stagnation complète. 4. A ce moment, le T.U.C. était appelé à faire brèche dans cette stagnation. Le T.U.C. n'ayant aucune politique précise au sujet de la reconstruction du mouvement syndical allemand et fort réservé vis-à-vis de la plupart des nouveaux leaders syndicaux allemands qui n'avaient pas fait ce que l'on attendait d'eux en 1933 et qui s'étaient abstenus de s'opposer aux nazis, accepta volontiers le rôle que le gouvernement militaire avait espéré qu'il jouerait en donnant son appui à son modèle. Lorsque les délégués du T.U.C. visitèrent la zone britannique, ils donnèrent l'avis que l'on attendait d'eux et que les Allemands concernés ne pouvaient se permettre de rejeter s'ils voulaient éviter le risque de se retrouver en dissonance avec les développements que connaissaient d'autres secteurs dans la zone britannique.

*Horst Lademacher / Jürgen C. Heß / Herman J. Langeveld /
Henk Reitsma*
La Fédération Syndicale Mondiale et la Guerre Froide

Cette étude donne une description des conditions internes et externes, dans lesquelles la FSM fut contrainte de développer ses activités dans le monde. En partant de la période avant la conférence de la FSM à Londres, les auteurs peuvent montrer que en dépit des communs efforts entrepris par TUC, AUCCTU et CIO, qui ont donné naissance à la FSM, il y avait dès le début trop d'appréhensions inspirées par le passé, en particulier chez le TUC, et qui empêchèrent un développement plus nettement défini. Evidemment la camaraderie interalliée, datant de la seconde guerre mondiale, ne suffit pas pour garantir une liaison permanente entre les syndicats non-communistes et les syndicats communistes ou ceux contrôlés par les communistes. L'opposition héréditaire entre deux systèmes sociaux différents ne fut jamais surmontée ni en général, ni entre les organisations des travailleurs non plus; au contraire, sous l'influence des événements de la guerre froide cette antithèse se trouva être insurmontable. L'étude montre, il est vrai, que non seulement les différences entre les deux systèmes sociaux, mais aussi les problèmes de l'autonomie des confédérations ouvrières ou des secrétariats professionnels jouèrent un rôle important entre la constitution de l'organisation mondiale et la scission en 1949; mais, en général, en traitant en détail des problèmes constitutionnels concernant l'intégration des secrétariats professionnels et en décrivant les activités dans l'Allemagne occupée, en Grèce et vis-à-vis de l'Espagne fasciste ainsi que les problèmes coloniaux, les auteurs ont prouvé que l'opposition entre le capitalisme et le communisme qui se refléta dans la politique internationale, fut la force poussante, qui empêcha la FSM de devenir une vraie unité. Le chapitre traitant du plan Marshall qui provoqua la scission, non seulement contient la preuve du vrai motif de l'échec de la FSM, mais en même temps dénonce la AFL comme l'ennemi principal de la FSM. Cette confédération qui ne rejoignit pas l'organisation mondiale pour des raisons purement idéologiques continua à combattre l'organisation à partir de 1945 jusqu'à la scission d'une manière entièrement inspirée par un anticommunisme fervent. On pourrait dire que les activités de la AFL ont accéléré la scission de la FSM.

Heiner R. Adamsen

Facteurs et données de l'évolution économique au cours de la première phase de la République fédérale d'Allemagne 1948-1954

La caractéristique essentielle de l'évolution économique et sociale de la République fédérale d'Allemagne a été le processus de croissance qui s'est étendu sur un quart de siècle (1947-1973) et qui a connu au début des taux de croissance élevée, à tendance cependant décroissante. »L'explosion économique« a fortement contribué à la stabilité de la situation politique en République fédérale. La croissance prit naissance dans la courte période pendant laquelle l'Allemagne de l'Ouest était gérée par zones. C'est pourquoi la réforme monétaire et économique de 1948, qui est souvent considérée comme l'amorce de la croissance, et l'aide américaine du plan Marshall n'ont qu'une importance secondaire. De même, on a souvent surestimé l'incidence – négative cette fois – qu'a eu le démontage sur

le rétablissement économique. Les problèmes de pénurie, qui se présentèrent en 1950/51 par suite au boom de Corée et qui concernaient principalement la disponibilité en charbon, ont été provoqués par l'extension globale de la production, par les restrictions alliées et par la politique ouest-allemande de reconstruction appliquée depuis la réforme monétaire et économique. La politique publique de reconstruction stimula la production de biens de consommation et encouragea par la liberté des prix et par des allègements fiscaux une stratégie de formation de capital qui conduisit à un auto-financement extrêmement élevé des investissements des entreprises, avec toutes les conséquences que cela suppose sur le plan de la politique de la fortune. Il y eut un dirigisme public direct sur le plan des capitaux qui se concrétisa dans la répartition des fonds de contre-valeur et dans la loi sur les aides aux investissements, assez peu conventionnelle dans son genre, qui, illustrant la politique structurelle industrielle du premier gouvernement Adenauer, réunit les éléments types de la politique de reconstruction (libéralisation des prix, amortissements exceptionnels) et qui représenta en même temps la seule mesure ouverte et officielle d'épargne obligatoire pendant la reconstruction. Le dirigisme public direct des capitaux approvisionna en priorité l'industrie lourde en capitaux d'investissement nécessaires, celle-ci se trouvant encore sous le contrôle allié et, pour des motifs politiques et économiques, ne pouvant être incluse dans la libéralisation du marché. Outre le niveau de la production, qui attint rapidement celui d'avant-guerre, c'est l'évolution du commerce extérieur qui signala que l'économie fédérale était venue à bout des séquelles de la guerre. L'année 1954 enregistra déjà de forts excédents de la balance commerciale, la structure des exportations et des importations correspondant à nouveau en large mesure au programme traditionnel allemand dans le commerce extérieur. La principale caractéristique de la politique de reconstruction économique dans son ensemble a été la coopération étroite entre l'Etat et l'économie privée. Cette coopération ne se manifesta pas seulement dans toute une série de décisions politiques et économiques fondamentales, mais elle se révéla aussi dans le cadre des nombreuses interventions publiques directes et indirectes en faveur de l'économie privée.

Gerard Braunthal

Le modèle démocratique anglo-saxon dans la conscience politique ouest-allemande après la deuxième guerre mondiale

Une brève introduction examine l'image que se faisait l'Allemagne des systèmes politiques des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne avant la deuxième guerre mondiale. Elle est suivie d'une analyse plus détaillée des réactions ouest-allemandes vis-à-vis de la politique des autorités d'occupation américaine et britannique de 1945 à 1949, notamment celle concernant les réparations, la dénazification, les procès de Nuremberg sur les crimes de guerre, la démocratisation, les programmes d'échange et les conférences binationales, les activités d'information (y compris la presse et la littérature, la radio et les films) et l'éducation. Cet essai esquisse les réactions suite aux essais faits par les Alliés pour restructurer les institutions politiques allemandes tels les services publics, le gouvernement local, et pour influencer la Constitution. La conclusion examine les idées allemandes sur les modèles démocratiques britannique et américain pendant la période allant de 1949 à 1963. – Les données sont tirées de sondages, d'articles de journaux, de commentaires parus

dans les media et des impressions de visiteurs des démocraties anglo-saxonnes. Mais ces données sont incomplètes et doivent être utilisées avec prudence. Il faut différencier entre le public allemand apolitique et le public politique dans leurs réactions négatives et positives vis-à-vis des politiques américaine et britannique. Alors qu'au cours des années un processus politique de socialisation se fit sentir, notamment parmi les jeunes Allemands qui approuvaient les pratiques alliées telles la protection des droits individuels et la liberté d'organisation pour les intérêts de groupe, d'autres pratiques, comme l'accent mis sur la participation civique, se révélèrent difficiles à transplanter en terre allemande, car elles étaient considérées comme ne correspondant pas à la tradition allemande.

Hans Braun

La recherche de la «sécurité» au cours des années 50. Ses causes sociales et politiques et ses formes

C'est devant l'arrière-plan de l'énorme potentiel d'insécurité qui règne à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui pèse sur la jeune République fédérale qu'il faut considérer la recherche de sécurité qui a marqué les années 50. Ce potentiel rassemble aussi bien les destins collectifs tels que l'expulsion, la fuite, les pertes de patrimoine, la perte des proches et le déclassement social, que l'expérience de l'écroulement d'un ordre politico-idéologique et l'incertitude concernant l'avenir d'une nouvelle structure étatique conçue pour être provisoire. C'est pourquoi l'individu estime qu'il sera au mieux en mesure de retrouver la sécurité s'il se retire dans des communautés de vie restreintes et s'il se concentre sur sa promotion ou sa réhabilitation sociale. Il se distance parallèlement clairement de la sphère publique et politique qu'il considère comme trop grande source de déceptions. Il ne renonce à cette distance que là où il s'agit de faire prévaloir les stratégies aptes à stabiliser directement sa situation concrète. On peut estimer que la plus importante stratégie de ce genre a été la réforme du système de protection sociale en 1957. Par contre, le jugement que porte l'opinion publique sur la sécurité extérieure que représentent le réarmement et l'inclusion de la République fédérale dans le système allié occidental est bien plus controversé. On considère ici que la sécurité collective représente un point de départ pour de nouvelles incertitudes. Ce n'est que lentement que les réserves que l'on retrouve dans de larges couches de la population vis-à-vis d'une force armée allemande s'estompent.

Volker Hentschel

Le système de protection sociale du point de vue historique de 1880 à 1975

Cet essai met en évidence la dimension historique des problèmes que connaît actuellement le système de protection sociale qui semblent être mal caractérisés par les slogans que l'on retrouve constamment «économisation», «réglementation juridique» et «centralisation». Les obstacles qui s'opposent en effet à une continuation raisonnable de son développement et à sa consolidation sont la jonction faite au principe de l'assurance et au principe de causalité ainsi que le morcellement des prestataires. Ce n'est pas un phénomène que l'on peut expliquer rationnellement, mais seulement du point de vue historique. – La première

partie présents les idées de base ainsi que le fondement institutionnel du système de protection sociale et son extension progressive à de nouveaux problèmes et à de nouveaux secteurs. Les quatre branches d'assurance, qui sont maintenant classiques, découlent de façon secondaire de réflexions de politique sociale, elles dérivent en tout premier lieu d'objectifs urgents relevant de la politique étatique et d'une politique basée sur les différents intérêts. Bien que les motifs secondaires sociaux se soient révélés suffisamment forts pour maintenir le système de protection après la disparition des idées force initiales, ils n'ont jamais été regroupés pour former un concept politique unique sur la base duquel ce système aurait pu être modernisé et consciemment restructuré. C'est de l'existence de ses institutions que la politique de sécurité sociale a surtout tiré, depuis l'empire, la force, l'orientation et les limites de son développement. C'est ce qui explique qu'elle s'en tienne aux modèles traditionnels, et parfois dépassés, de la politique sociale ainsi qu'aux principes de la couverture et de la prestation. Les nouvelles idées et les nouveaux accents pratiques de la politique sociale de la République fédérale (protection de la famille, garantie de la qualité des valeurs à sauvegarder) restent faibles et n'ont guère détaché le système de protection sociale de ses bases historiques. Il est vrai que l'efficacité de ce système a énormément augmenté. La deuxième partie montre que la sécurité sociale de l'empire et de la République de Weimar ne représentait que très peu une protection. Il s'agissait plutôt d'aides aux revenus qui, la plupart du temps, étaient insuffisantes pour maintenir une existence. Ce n'est qu'en République fédérale que l'on peut parler à juste titre – malgré les profondes déficiences structurelles et les insuffisances de prestations -- de *protection* sociale grâce à une *assurance* ou sécurité sociale. Toutefois cela n'a pas suffi pour faire, dans une mesure importante, du système de protection sociale un outil de redistribution des revenus qui se baserait sur des motifs relevant de la politique sociale.

Gerald D. Feldman / Irmgard Steinisch

La République de Weimar entre l'Etat social et l'Etat économique.
Le rejet de la journée de huit heures

L'un des plus forts indices de la profondeur de l'hostilité dont fit preuve la République de Weimar vis-à-vis de la main-d'œuvre industrielle, avec tous les dangers politiques que cela supposait, a été la disposition des employeurs à lancer des offensives sérieuses contre la main-d'œuvre organisée et à user de l'arme puissante du lock-out pour atteindre leurs buts. Leur position inflexible, qui marqua une rupture dans la longue tendance à «moderniser» le conflit industriel, fut pour la première fois mise en évidence au cours de la transition turbulente entre la période inflationniste et la stabilisation, entre 1922 et 1924. Le principal point de litige était la question des heures de travail. Les employeurs, appuyés par une grande partie de l'opinion publique et par les autorités, déclaraient que l'Allemagne ne pouvait se permettre la journée de huit heures si elle voulait retrouver sa position sur les marchés mondiaux et répondre aux demandes de réparations alliées. Les leaders syndicaux ne voulaient pas renoncer à ce qui était considéré comme le principal gain de la révolution, bien qu'ils soient prêts à accepter des modifications temporaires de la journée de huit heures si elles se faisaient après consultation des travailleurs et si elles trouvaient une compensation raisonnable. Le succès remporté par les efforts faits par les employeurs pour retrouver une liberté virtuelle dans la question des heures de travail est

démontré par trois conflits industriels importants qui sont étudiés dans cet essai: la grève des ouvriers métallurgistes dans le Sud de l'Allemagne et le lock-out qui en résulta pendant le printemps 1922, l'effort unilatéral des industriels de la Ruhr pour réintroduire les heures de travail de l'avant-guerre lors de la chute de 1923 et la grève et le lock-out de mai 1924 dans les mines de charbon de la Ruhr. Dans le premier cas, les industriels de la métallurgie forcèrent les travailleurs à accepter une semaine de 48 heures là où une moyenne de 46 heures avait été la règle. Ce résultat montra bien que l'équilibre des forces s'était modifié de façon décisive en faveur du patronat et que le gouvernement était de son côté dès qu'il s'agissait de questions de productivité. Le véritable assaut direct contre la journée de huit heures fut entrepris par l'industrie lourde en 1923 et alors que le gouvernement forçait les industriels à modifier leur tactique, le ministère du Travail sous Heinrich Brauns sanctionna tout à coup leurs exigences et les imposa aux syndicats très affaiblis. Lorsque les mineurs du charbon décidèrent finalement de s'opposer à de nouvelles augmentations de leurs heures de travail et à une diminution de leurs salaires en 1924, il résulta un lock-out qui confirma les victoires des employeurs de 1923, mais qui eut pour effet d'éviter momentanément une poursuite du conflit grâce à des augmentations de salaires pour les mineurs et à des subventions pour les propriétaires des mines. C'était là un signe de la volonté du ministère du Travail de ne pas user de son pouvoir d'arbitrage obligatoire pour protéger la main-d'œuvre contre de nouvelles menaces du patronat et cela démontra également que les événements de 1922/24 ont constamment empoisonné les relations entre le patronat et les salariés sous Weimar et que l'intervention du gouvernement était le seul moyen de maintenir la paix sociale dans un système industriel dominé par l'industrie lourde.